

Les Burkinabè s'acheminent avec confiance vers les élections présidentielles et législatives

Dépêche No. 61, Afrobaromètre | Peter Halley Penar

Résumé

Le 29 novembre 2015, le Burkina Faso tiendra ses premières élections présidentielles et législatives depuis que les protestations populaires d'octobre 2014 ont évincé du pouvoir l'inamovible Président Blaise Compaoré. Initialement prévues pour la mi-octobre 2015, les élections ont été retardées par un coup d'état en septembre, qui a été mis en échec par des manifestations de rue et des pressions diplomatiques de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Africaine, et l'Organisation des Nations Unies.

Bien que les factions politiques continuent de débattre autour de l'éligibilité des alliés de Compaoré, les résultats d'une enquête Afrobaromètre en avril-mai 2015 présente des signes encourageants d'un large soutien du public en faveur du processus démocratique en cours dans le pays. La plupart des Burkinabè adhèrent à l'idée de choisir les dirigeants à travers des élections régulières et considèrent qu'il est du devoir des bons citoyens de voter. Une majorité de citoyens font confiance à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et croient que les dernières élections législatives en 2012 ont été, pour l'essentiel, libres et équitables. Les Burkinabè sont moins susceptibles de craindre l'intimidation ou la violence liée aux élections que les citoyens dans la plupart des pays de la CEDEAO. Près des deux tiers des Burkinabè disent que leur pays va dans la bonne direction.

Par contre, près de la moitié des citoyens disent que l'économie nationale se porte « très » ou « assez » mal, et six sur 10 pensent que les élections ne fonctionnent pas bien pour éliminer les dirigeants qui ne sont pas performants et pour inciter les politiciens à servir les intérêts du peuple plutôt que leurs propres ambitions. Les préoccupations relatives à l'environnement électoral ont trait à la corruption des électeurs, à la couverture médiatique biaisée, à la possibilité d'un décompte frauduleux des voix, et à la perception que les électeurs ne se voient « jamais » ou seulement « parfois » offert un véritable choix (cité par 24% des répondants au sondage d'avril- mai 2015, dans les premiers stades du débat sur l'éligibilité des différents partis et candidats).

Le président par intérim, Michel Kafando, jouit d'une cote d'approbation élevée, et la confiance du public envers le président et le Premier Ministre Yacouba Isaac Zida est également élevée. La confiance envers l'ancienne opposition – les partis arrivés au pouvoir après l'éviction de Compaoré – est un peu moins forte, mais beaucoup plus élevée que la confiance envers les partis alliés à Compaoré.

Le Burkina Faso, qui a ratifié la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance en 2010, s'achemine vers un scrutin crucial pour son avenir. Dans ce contexte, ces résultats de l'enquête ouvrent une fenêtre sur la façon dont les citoyens pensent que leur gouvernement respecte son engagement à conduire des élections sécurisées, de haute qualité, et concurrentielles.

L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques,

et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2013, et les enquêtes de la Série 6 sont actuellement en cours (2014-2015). Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1.200 à 2.400 répondants.

L'équipe Afrobaromètre au Burkina, dirigée par le Centre pour la Gouvernance Démocratique, a interviewé 1.200 adultes burkinabè en avril-mai 2015. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3% à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées au Burkina Faso en 2008 et 2012.

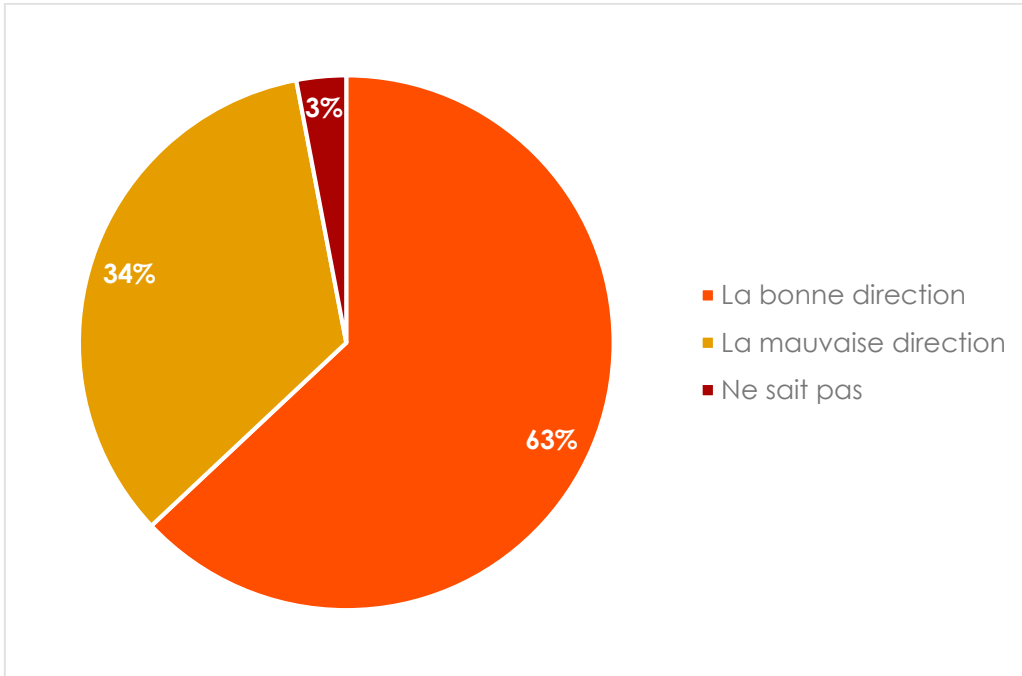
Pour d'autres résultats sur la démocratie au Burkina Faso, veuillez voir la Dépêche No. 59 au www.afrobarometer.org.

Résultats clés

- Une majorité (63%) des Burkinabè pensent que le pays va dans la bonne direction (Figure 1), mais près de la moitié (49%) décrivent les conditions économiques de la nation comme « très mauvaises » ou « assez mauvaises » (Figure 2).
- Une écrasante majorité pensent que les élections sont la meilleure façon de choisir les dirigeants (95%) (Figure 3) et qu'un bon citoyen dans une démocratie doit toujours voter aux élections (90%) (Figure 4), même si la majorité des Burkinabè pensent que le fonctionnement des élections ne permet pas aux électeurs de se défaire des dirigeants contre-performants (60%) (Figure 5) et que les dirigeants politiques servent davantage leurs propres ambitions (65%) plutôt que l'intérêt du peuple (31%) (Figure 6).
- Près des deux tiers (64%) des citoyens pensent que les élections législatives de 2012 étaient « entièrement libres et équitables » ou « libres et équitables, mais avec des problèmes mineurs » (Figure 7). Il s'agit là d'un niveau moyen de qualité perçue d'une élection parmi les 13 pays membres de la CEDEAO (Figure 8).
- La majorité des Burkinabè disent qu'ils font « très confiance » (37%) ou « assez confiance » (23%) à la CENI (Figure 9). Ce niveau élevé de confiance classe le Burkina au troisième rang derrière le Niger et le Mali parmi les pays de la CEDEAO (Figure 10).
- Plus de la moitié des Burkinabè pensent que la corruption des électeurs se produit « toujours » ou « souvent » (56%), et presque la moitié (47%) disent que les médias ne couvrent « jamais » les candidats aux élections de manière équitable ou le font seulement « parfois » (Figure 11). Beaucoup moins de Burkinabè pensent que les votes ne sont « jamais » ou sont seulement « parfois » comptés de manière équitable (25%).
- La plupart des Burkinabè (75%) ne craignent pas d'intimidation ou de violence liée aux élections (Figure 12). Avec seulement une proportion de 10% de répondants qui ont « assez » ou « très » peur d'intimidation ou de la violence, le Burkina Faso dispose en la matière de l'un des taux les plus bas dans la région de la CEDEAO (Figure 13). Dans le même temps, seulement 57% se sentent « entièrement libres » de voter pour le candidat de leur choix (Figure 14).
- Plus de quatre citoyens sur cinq (84%) approuvent la performance du président intérimaire Kafando (Figure 15), et des majorités importantes disent qu'elles font « très confiance » ou « assez confiance » au président et au premier ministre (Figure 16). Les citoyens sont partagés quant à savoir s'ils ont confiance envers les partis politiques associés au gouvernement intérimaire. À l'opposé, la confiance envers les partis alliés à Compaoré est faible.

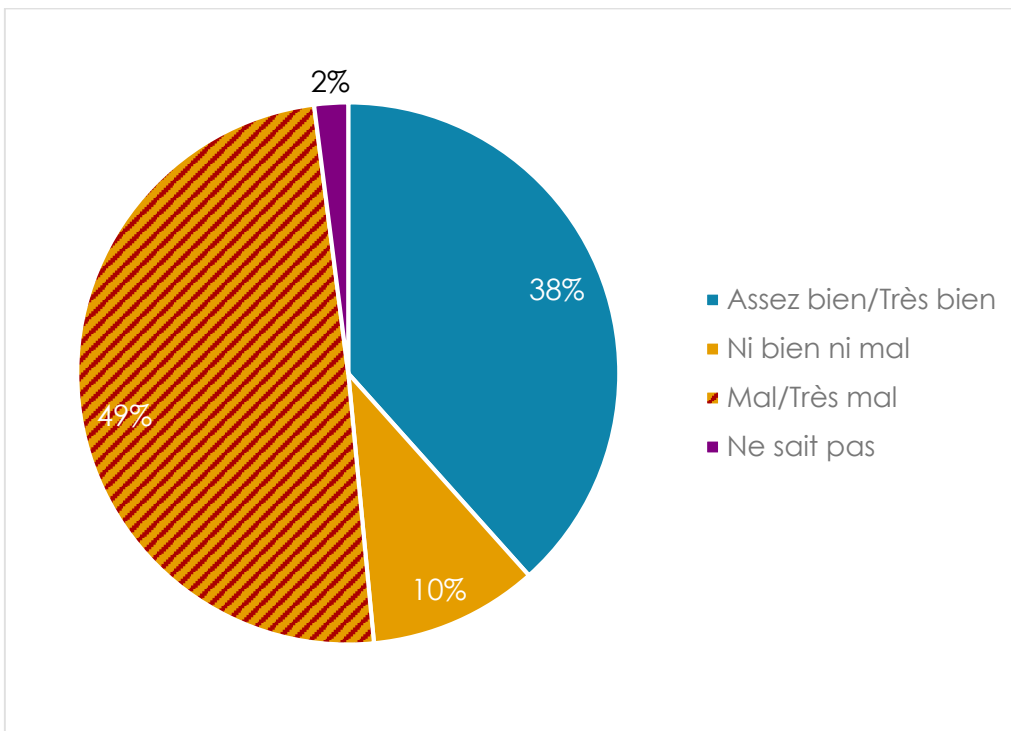
Figures

Figure 1: Direction du pays | Burkina Faso | 2015



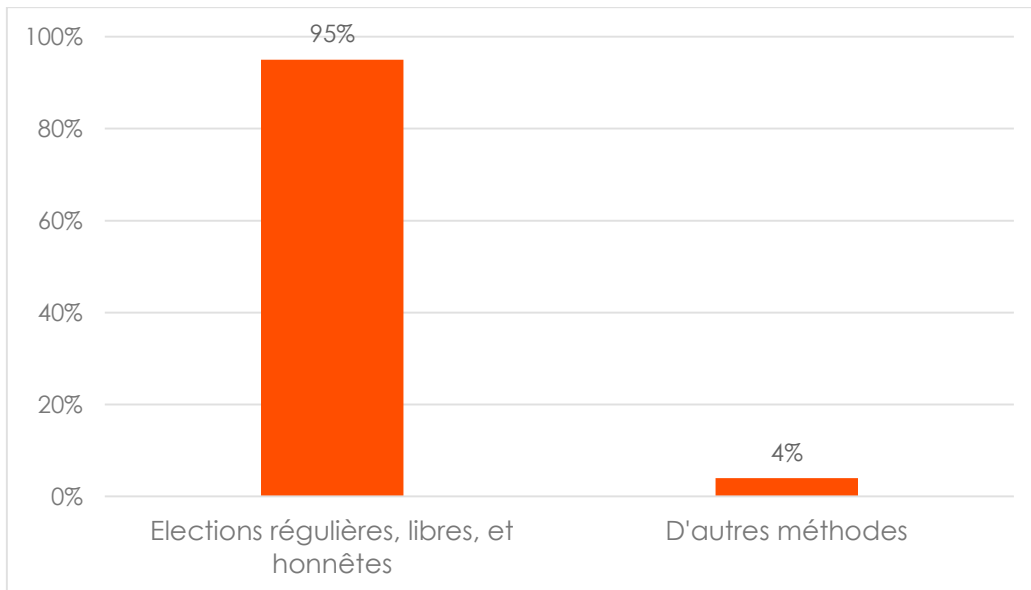
La question posée aux répondants: *Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise ou la bonne direction?*

Figure 2: Situation économique du pays | Burkina Faso | 2015



La question posée aux répondants: *De manière générale, comment décririez-vous la situation économique actuelle du pays?*

Figure 3: Choix des dirigeants à travers des élections vs. d'autres méthodes
 | Burkina Faso | 2015



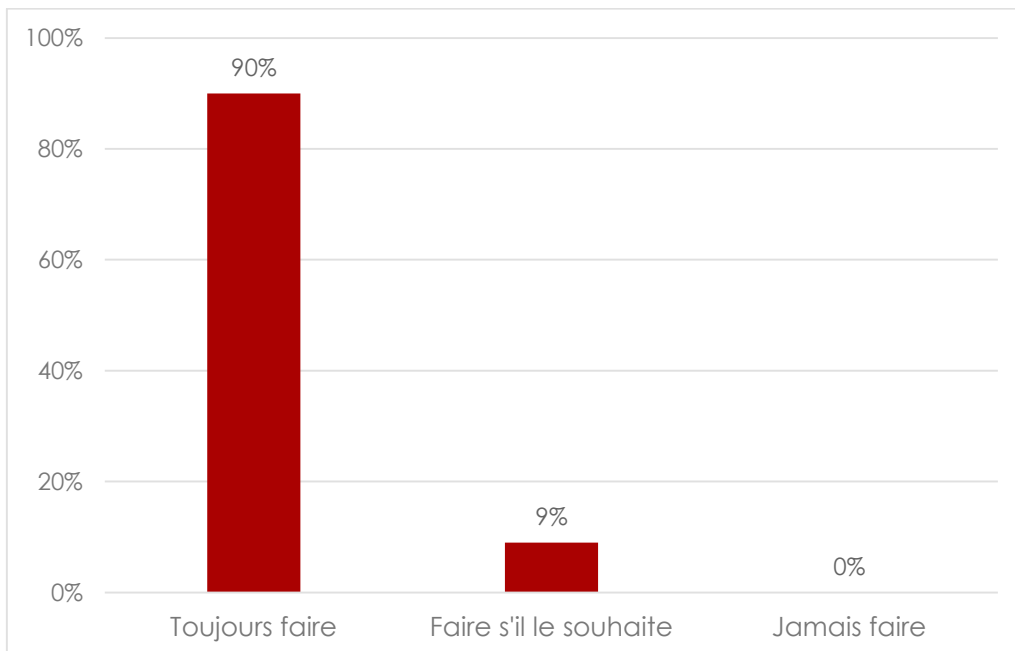
La question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2.

Affirmation 1: Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres, et honnêtes.

Affirmation 2: Puisque les élections produisent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.

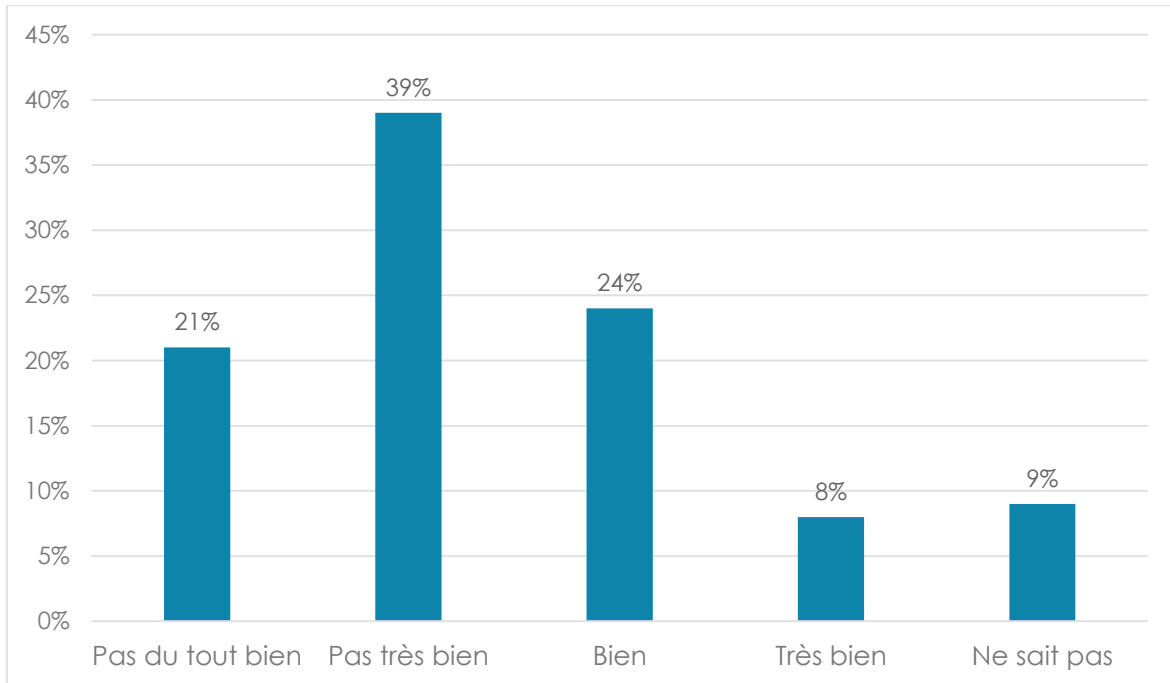
(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Figure 4: Un bon citoyen devrait voter lors des élections | Burkina Faso | 2015



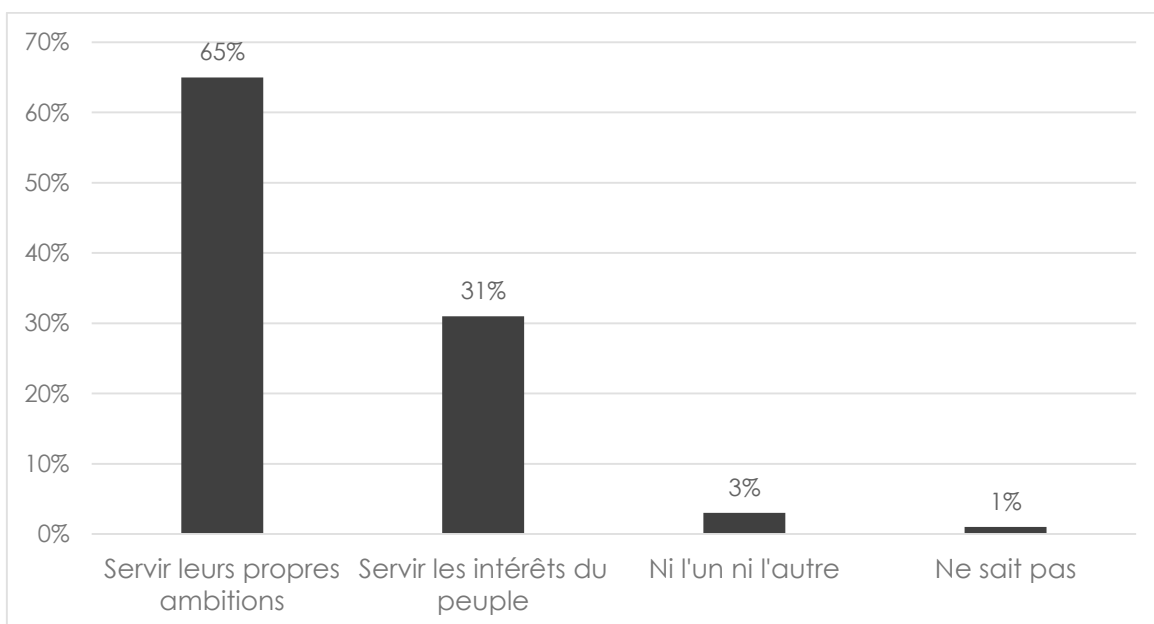
La question posée aux répondants: Pour chacune des actions suivantes, veuillez me dire, s'il vous plaît, si vous pensez que c'est quelque chose qu'un bon citoyen dans une démocratie doit toujours faire, ne doit jamais faire, ou le fait seulement s'il le souhaite: Voter aux élections?

Figure 5: Les élections permettent-elles de révoquer les dirigeants non-performants?
 | Burkina Faso | 2015



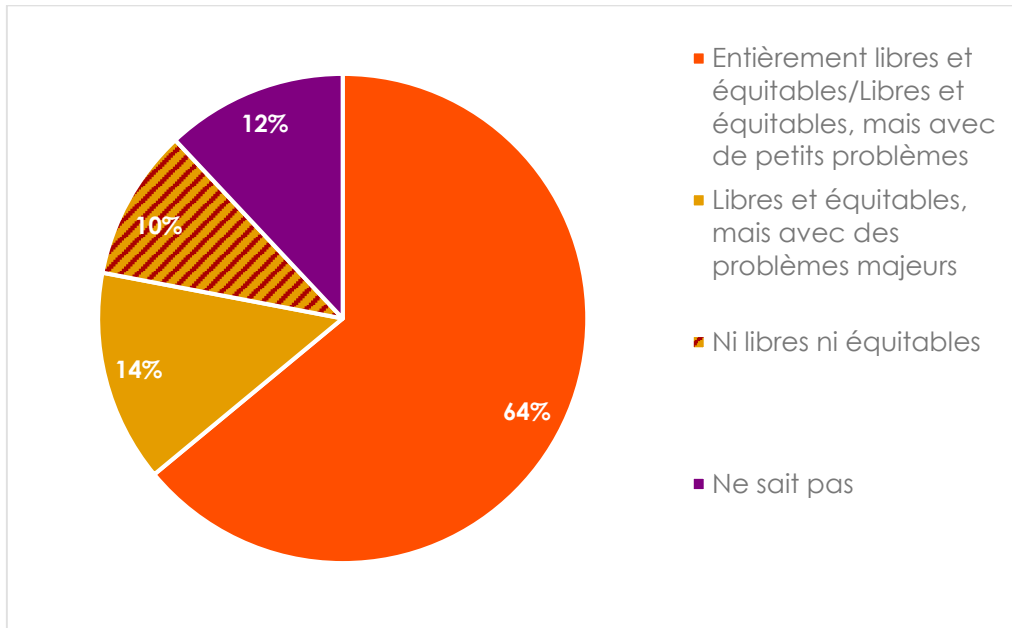
La question posée aux répondants: Pensez à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays. Comment les élections garantissent-elles que les électeurs puissent révoquer les dirigeants qui ne comblent pas leurs attentes?

Figure 6: Les dirigeants des partis politiques servent les intérêts du peuple vs. leurs propres ambitions | Burkina Faso | 2015



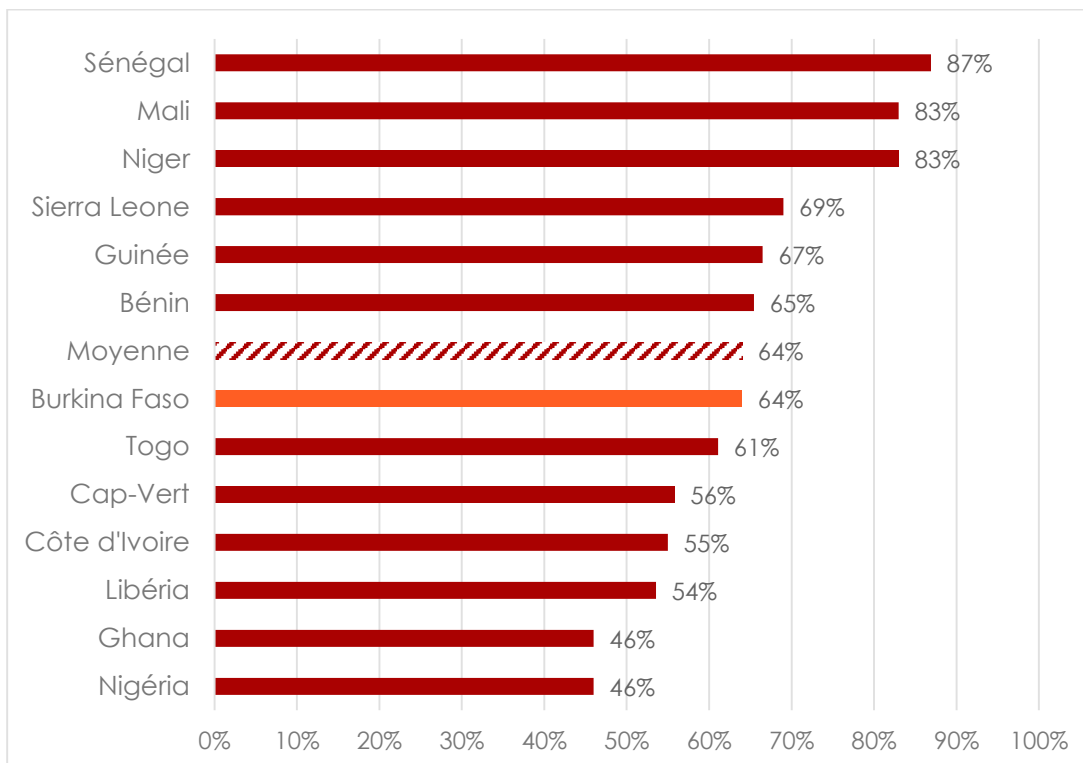
La question posée aux répondants: Pensez-vous que les dirigeants des partis politiques dans ce pays sont plus préoccupés de servir les intérêts du peuple, ou plus soucieux de faire avancer leurs propres ambitions politiques, ou n'avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Figure 7: Les élections de 2012 étaient-elles libres et équitables | Burkina Faso | 2015



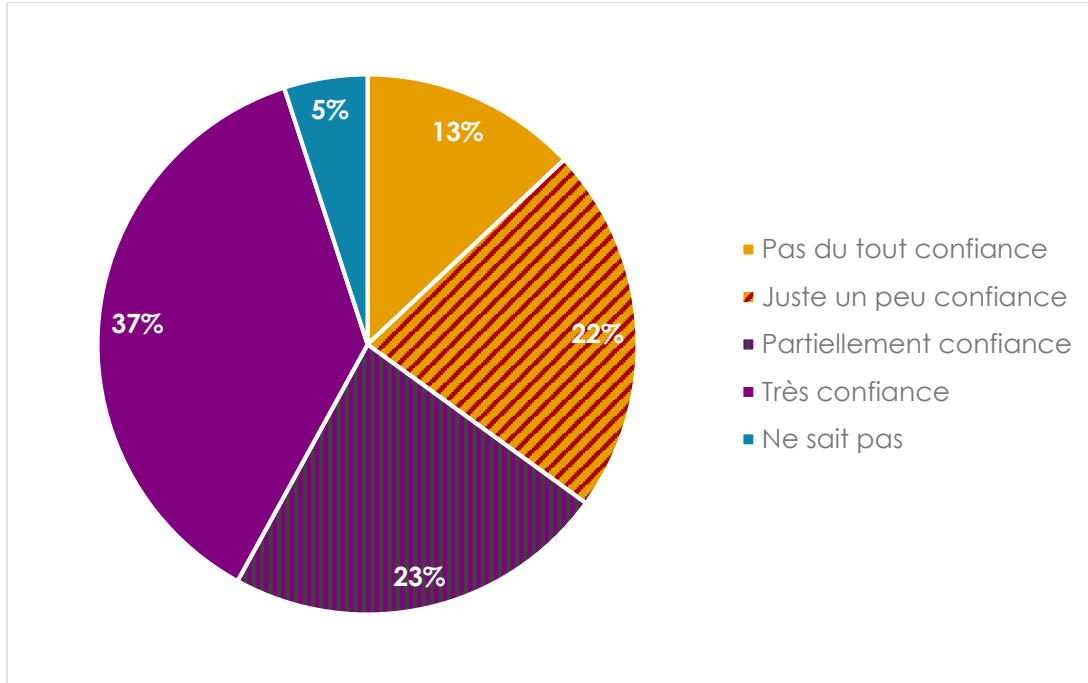
La question posée aux répondants: Dans l'ensemble, à quel point est-ce que les élections couplées législatives et municipales du 2 décembre 2012 étaient libres et équitables?

Figure 8: Les dernières élections nationales étaient-elles libres et équitables? | 13 pays de la CEDEAO | 2014/2015



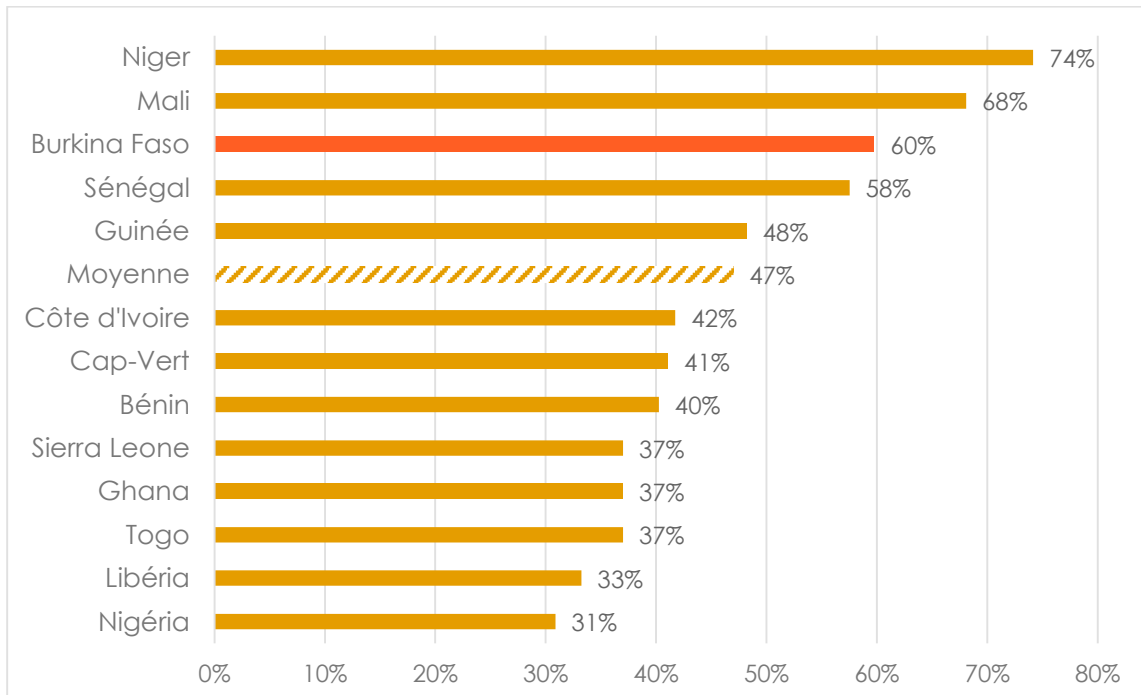
La question posée aux répondants: Dans l'ensemble, à quel point est-ce que les élections couplées législatives et municipales du 2 décembre 2012 étaient libres et équitables? (% qui disent « entièrement libres et équitables » ou « libres et équitables, mais avec de petits problèmes »)

Figure 9: Confiance en la Commission Electorale Nationale Independante (CENI)
 | Burkina Faso | 2015



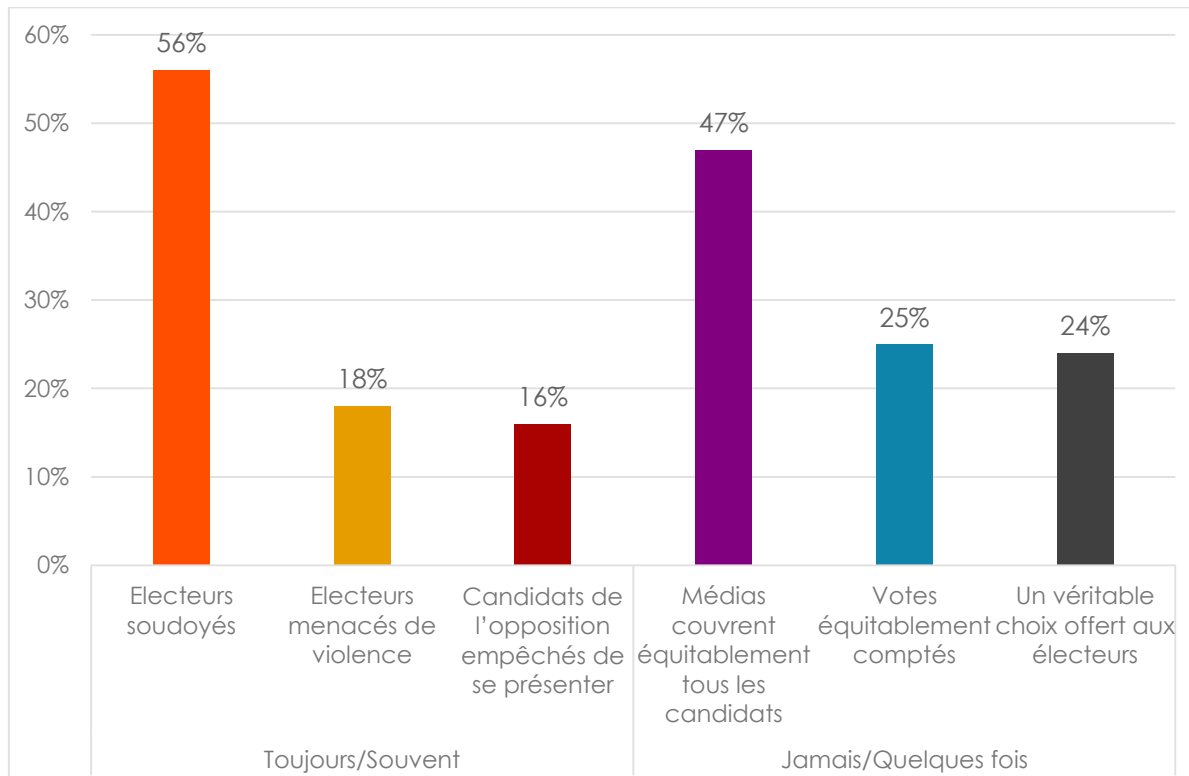
La question posée aux répondants: Faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)?

Figure 10: Confiance en la commission électorale | 13 pays de la CEDEAO
 | 2014/2015



La question posée aux répondants: Faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: La [commission électorale nationale]?
 (% qui disent « partiellement confiance » ou « très confiance »)

Figure 11: Perceptions de l'environnement électoral | Burkina Faso | 2015



La question posée aux répondants: À votre avis, combien les situations suivantes surviennent lors des élections dans ce pays:

Les électeurs sont soudoyés?

Les électeurs sont menacés de violence dans les bureaux de vote?

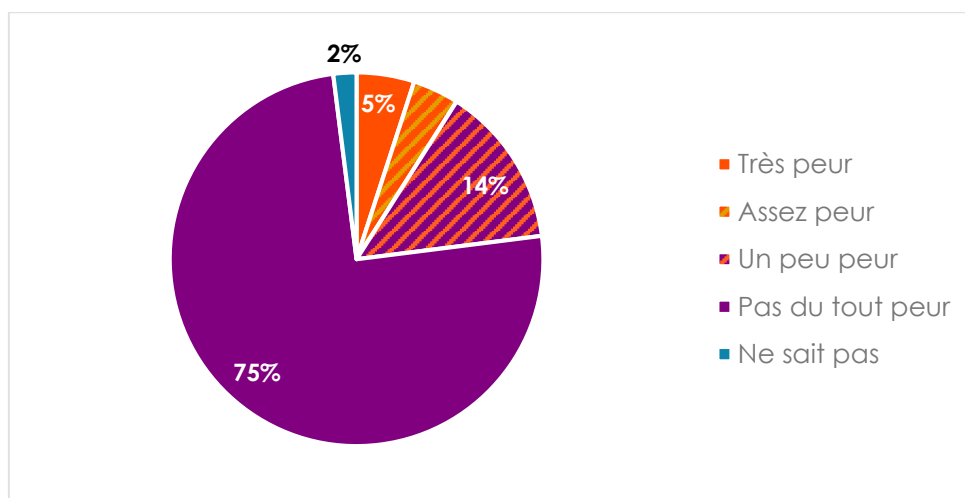
Les candidats de l'opposition sont empêchés de se présenter?

Les médias couvrent équitablement tous les candidats?

Les votes sont équitablement comptés?

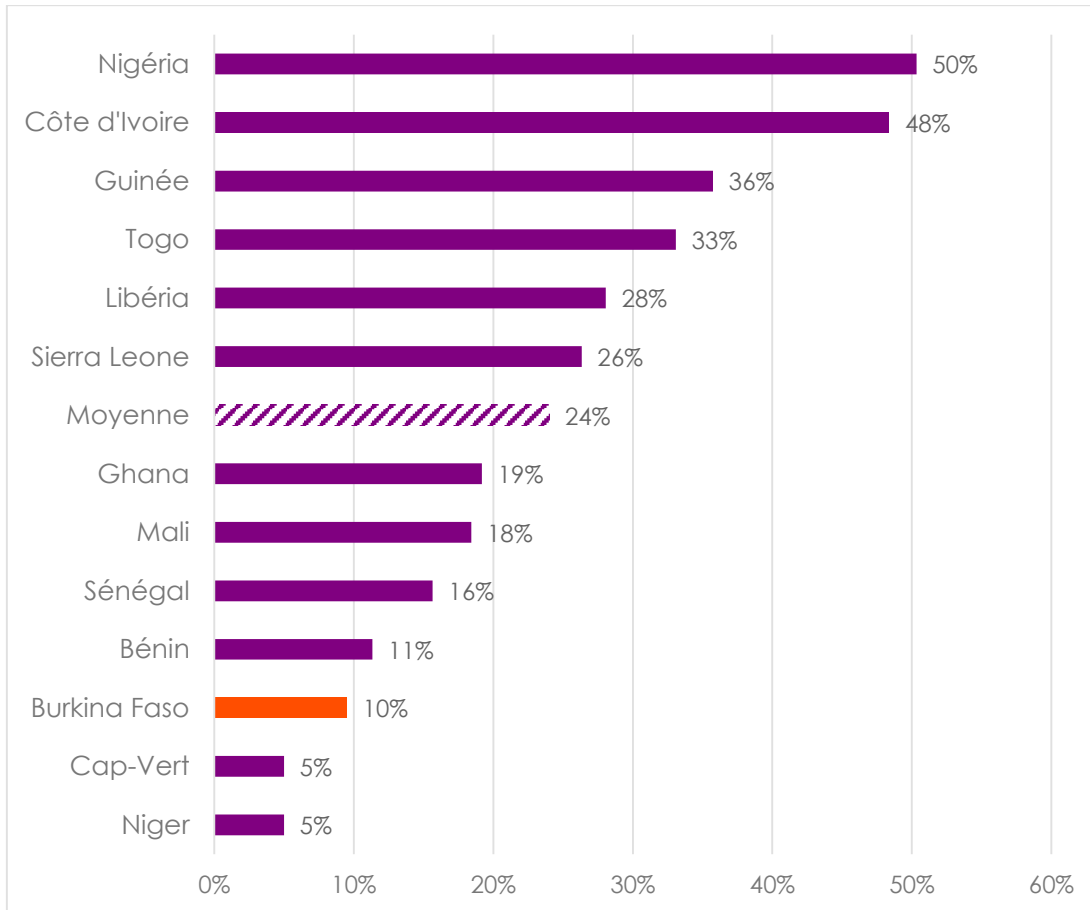
Un véritable choix est offert aux électeurs lors des élections?

Figure 12: Peur de l'intimidation ou de violence lors des campagnes électorales | Burkina Faso | 2015



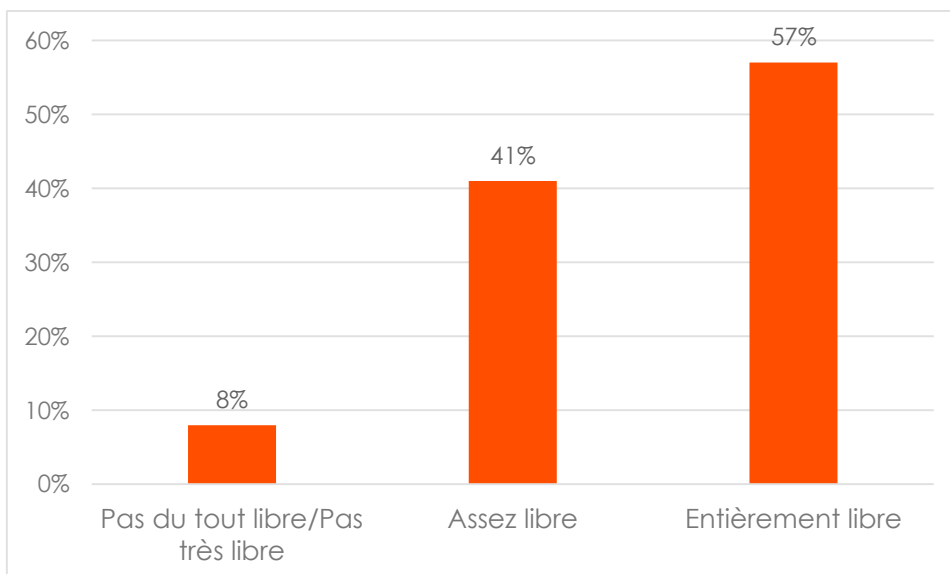
La question posée aux répondants: Pendant les campagnes électorales dans ce pays, à quel degré avez-vous eu peur d'être victime d'intimidation politique ou de violence?

Figure 13: Peur de l'intimidation ou de violence lors des campagnes électorales
 | 13 pays de le CEDEAO | 2014/2015



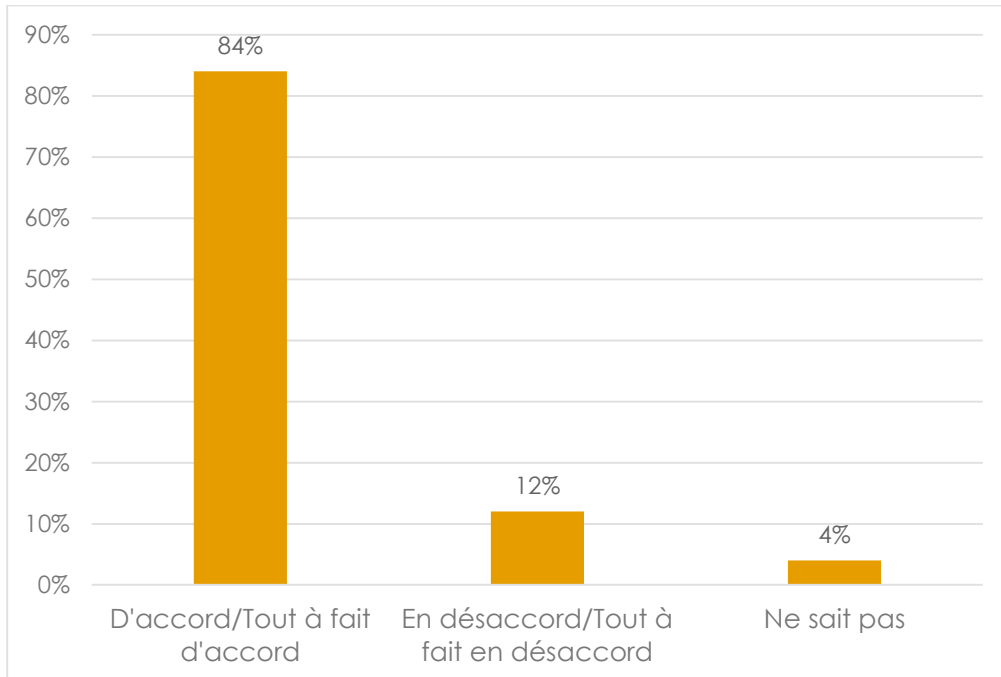
(% qui disent « assez peur » ou « très peur »)

Figure 14: Liberté de voter pour les candidats de son choix | Burkina Faso | 2015



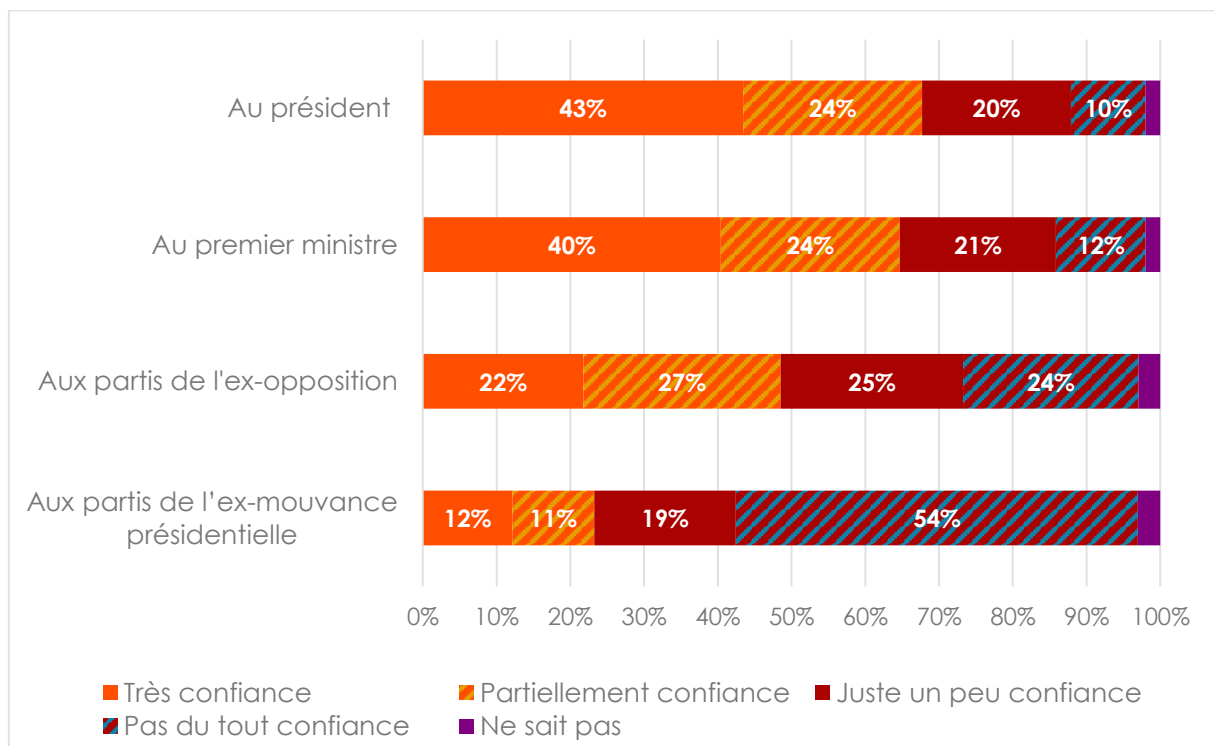
La question posée aux répondants: Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre de choisir sans pression la personne pour laquelle vous allez voter?

Figure 15: Evaluation de la performance du président | Burkina Faso | 2015



La question posée aux répondants: *Etes-vous d'accord ou non avec la façon dont les personnes suivantes ont effectué leur mandat depuis qu'ils sont entrés en fonction, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Le Président Michel Kafando?*

Figure 16: Confiance au président, au premier ministre, et aux partis politiques | Burkina Faso | 2015



La question posée aux répondants: *Faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: Le président de la République? Le premier ministre? Les partis de l'ex-mouvance présidentielle? Les partis politiques de l'ex-opposition?*

Pour approfondir ces données, veuillez visiter l'outil d'analyse en ligne à
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Peter Halley Penar est assistant de recherche pour Afrobaromètre et doctorant en sciences politiques à Michigan State University. Email: ppenar@msu.edu

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Afrobaromètre est soutenu financièrement par le Département britannique pour le développement international (DFID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale, et la Fondation Mo Ibrahim.

Pour plus d'informations, veuillez visiter www.afrobarometer.org.

Dépêche No. 61, Afrobaromètre | 19 novembre 2015